

Benoît Lutgen et le syndrome Reynders

PARTIS La situation présidentielle de l'un rappelle celle de l'autre...

- Au CDH, il n'est pas question de guerre des clans.
- Mais entre la situation du chef bleu en 2009 et celle du patron orange en 2017, il y a de troublants parallèles...

Révisiter son histoire, ou celle de ses homologues, peut être utile pour éviter des pièges. Surtout en période délicate... Benoît Lutgen, président actuel du CDH, devrait-il s'inspirer de l'expérience de Didier Reynders, ex-patron du MR ?

Après les élections régionales de juin 2009, le parti libéral est en proie au doute : il n'a pas brillé au scrutin et a perdu la bataille politique, étant à nouveau relégué dans l'opposition en Régions. Alors le malaise monte, la grogne enfle, et des bleus commencent à réclamer un débat interne. Une large introspection, pour analyser les raisons de l'échec, imaginer l'après, repreciser le libéralisme. Didier Reynders, à la fois président et vice-Premier (un cumul de plus en plus contesté), rechigne. Minimise. Tarde. Et le malaise devient mécontentement, la grogne devient rébellion, la demande de débat devient demande de départ. D'autant que les sondages qui suivent ne sont pas bons et, qu'en juin 2010, le parti recule nettement aux fédérales.

Benoît Lutgen n'est pas confronté à deux échecs électoraux successifs. Mais il a à moitié perdu son pari de débarquer les socialistes des entités fédérées. C'est sa défaite politique à lui. Les sondages sont mauvais. Pas question ici de meurtrière guerre des clans. Mais en interne, le malaise monte, la grogne enfle, et des centristes revendiquent un vaste pow wow (*Le Soir* du 13 octobre).

Le risque du « syndrome Reynders » menace-t-il Benoît Lutgen ? A revisiter l'histoire de l'ex-grand chef bleu en 2009-2010, d'étonnants parallèles apparaissent avec la situation du président orange. Jugez plutôt.

Demande de débat

Dès l'été 2009, des réformateurs demandent la tenue d'une réflexion sur la situation du parti, sa stratégie électorale, ses relations avec les partenaires... Histoire, aussi, de se remettre en ordre de marche pour les scrutins suivants. Off the record d'abord, puis à visage découvert, des mandataires s'avancent. Ils souhaitent « être davantage associés aux décisions du parti » ; ils réclament « plus

de concertation », « un débat, pas pour régler des comptes, mais pour gagner demain » ; voire « un congrès pour réaffirmer la doctrine libérale ». Car, diront-ils aussi, « il est urgent que le MR redéveloppe une force de propositions, énergique, crédible et portée vers l'avenir et vers les enjeux de réformes nécessaires ».

Vendredi, les députés CDH qui appelaient Benoît Lutgen à jouer collectif et à structurer une concertation interne disaient notamment : il faut que « le président réunisse un groupe de travail

En 2009, le MR réclame à Reynders « de la concertation », « un débat pour gagner demain »

pour nous repositionner et nous poser les vraies questions » ; « il est ultra-nécessaire qu'on réfléchisse à ce que l'on est, par rapport aux nouveaux enjeux de société » ; « il est indispensable de prendre le temps d'un travail interne, pas pour des règlements de compte, mais pour préparer un projet fort, et redonner du sens à notre action en vue des scrutins ».

Des demandes presque siamoises...

Garde rapprochée

En 2009-2010, on reproche à Didier Reynders de ne consulter qu'une garde rapprochée, qui « empêche toute discussion » en bureau. Une cour qui l'isoleraient du reste du parti. On lui donne dès lors ce conseil : « La grande erreur de Didier serait de mettre autour de lui des chiens de garde pour empêcher le débat. A sa place, j'écouterais mes amis et j'agirais en conséquence pour renforcer le parti. » Car le président, dit-on encore, « refuse toute remise en cause ». Comme un déni.

En 2017, on reproche à Benoît Lutgen de ne consulter qu'un « petit cercle » qui cadenasait parfois la discussion en bureau. De décider quasi seul, même dans les moments décisifs comme le divorce avec le PS. Les députés centristes qui sont sortis du bois vendredi appelaient donc le président à « ne pas rester seul dans son coin et à créer un groupe de ré-

flexion pour rénover et repartir d'un bon pied, à un an des élections » ; et d'organiser une « évaluation » non seulement « dans un cercle étroit, mais aussi de façon un peu plus large ». Et ce, « sans méthode Coué ni se voiler la face ». Car certains humanistes craignent que le président soit « dans le déni ».

Troublantes similitudes...

Isolement

C'était l'une des critiques clés en 2009 au MR : par son attitude, voire son « ar-

rogance », Didier Reynders s'est coupé de ses homologues. Il est en froid avec le PS, qu'il a lourdement ciblé en campagne, et avec le CDH, ne supportant pas sa présidente Joëlle Milquet. Résultat : « Le parti s'est tellement isolé que personne ne l'attend pour négocier... »

En 2017, Benoît Lutgen s'est fâché irrémédiablement avec la direction actuelle du PS, qui le traite de traître. Il a grandement froissé le président de Défi en ne le prévenant pas de sa décision de changer les majorités régionales alors qu'ils sont en coalition à Bruxelles. Par contre, il s'est bien rabiboché avec le MR, ce qui pourrait promettre des majorités futures... si la confiance s'installe durablement dans l'orange bleue, puisqu'on le sait capable désormais de débrancher la prise en cours de législature.

Confiance

Pour assurer ses arrières, en 2009, après une temporaire paix des braves, Didier Reynders avait réclamé la confiance de ses troupes. Il l'avait obtenue, le MR affirmant même par communiqué « le soutien complet et unanime au président Reynders et à la ligne politique ». Mais l'année suivante, le chef était contraint d'accepter une élection présidentielle anticipée...

Le 19 juin dernier, plutôt qu'un vote sur la rupture avec le PS, Benoît Lutgen a demandé un vote de confiance. Il l'a obtenue à l'unanimité. Vote réitéré à deux reprises. Cela le protégera-t-il mieux qu'autrefois le président libéral ?

Rappelons qu'au départ, au MR, seul un petit noyau de putschistes pensait à écarter Didier Reynders de la présidence, qui n'était pas vraiment remise en cause. Mais les erreurs qu'il a commises ont permis à ce petit noyau de fédérer bien plus largement, jusqu'à son éviction début 2011. Aujourd'hui non plus, la présidence de Benoît Lutgen n'est pas ouvertement contestée. Profitera-t-il de

l'expérience du libéral pour éviter de tomber dans les mêmes pièges et de connaître la même fin ? ■

MARTINE DUBUISSON